



La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

LA NOUVELLE TRIBUNE

Hebdomadaire togolais d'investigation, d'analyses, et de publicité

N° 207 du jeudi 09 septembre 2021 / Prix : 250 F CFA

P. 4

TOGO
78 597
 comptes
 bancaires ont
 été ouverts
 en 2020

P. 3

SANTÉ & EDUCATION

Les 16 remèdes de l'Exécutif



COUPE DU MONDE

P. 4

Le trophée
 FIFA présenté
 à Lomé



COVID-19

P. 7

Des églises
 plaident pour
 la vaccination





**Le Numéro d'Identification Fiscale (NIF)
facilite les opérations de dédouanement
des marchandises.**

SANTÉ & EDUCATION

Les 16 remèdes de l'Exécutif

Elle était annoncée la semaine dernière. Elle a eu lieu mardi 07 septembre dernier. En effet, la session spéciale du Conseil national du dialogue social (CNDS) a pris 16 mesures et dispositions pour dénouer la situation de tensions ou de crises sociales dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Elom ATTISSOGBE

Au chapitre de la santé, le gouvernement annonce, au cours de cette semaine, la proclamation des résultats du dernier concours de recrutement du personnel médical, paramédical et administratif, sur la base des 698 postes ouverts, tout en poursuivant les discussions avec le collectif des syndicats de la santé afin de répondre aux besoins prioritaires en personnels et de résorber de manière progressive le déficit en personnel soignant. Il prend l'engagement d'examiner, notamment à travers des concertations entre les ministres chargés des finances et de la santé et les structures et services concernés en particulier la Coordination Nationale de Gestion de la Riposte à la COVID-19 (CNGR-Covid 19), la question des arriérés au personnel des équipes de prélèvement et d'intervention rapide, et à procéder à la mise en place d'un nouveau dispositif en la matière.

« Concernant les dotations des Centres Hospitaliers Universitaires (CHU) en scanners notamment, le ministre de la santé recevra, au cours de cette semaine, le collectif des syndicats de la santé afin d'échanger sur le projet d'acquisition et de mise en place de ces importants équipements, ceci en privilégiant l'approche partenariat public-privé. Cette rencontre permettra au ministre de la santé de présenter les modalités et le calendrier de mise en œuvre de ce projet, et de recueillir les observations et contributions

éventuelles concernant l'appel à manifestations d'intérêt en cours de finalisation », précise l'Exécutif.

En ce qui concerne les préoccupations touchant aux personnels contractuels, notamment ceux émargeant sur les budgets COGES, il est annoncé, dans les meilleurs délais, une revue complète des textes relatifs à l'autonomie de gestion des structures de santé et prendra les mesures pour résoudre durablement les difficultés observées.

Concernant le statut particulier du personnel de la santé ou la question de la mise en place d'une fonction publique hospitalière, le gouvernement affirme que ce sujet sera examiné de manière approfondie à l'issue de la refonte du statut général de la fonction publique, dont le processus est déjà amorcé.

Enfin, par rapport aux arriérés de l'Etat dans le cadre de sa contribution aux hôpitaux publics pour la mise en œuvre du projet CARMA, l'Exécutif examinera, notamment à travers les ministres chargés de la santé et des finances, les préoccupations exprimées dans les meilleurs délais, et prendront les mesures idoines en liaison avec les structures concernées.

Sur le point de l'audit de la contractualisation, le gouvernement réaffirme sa volonté à poursuivre les démarches déjà entreprises auprès de l'OOAAS en 2019, en vue du recrutement d'Experts internationaux



pour une évaluation externe, afin d'en identifier les forces, faiblesses et insuffisances avant l'extension à d'autres centres de santé.

L'équipe de Victoire Tomegah-Dogbe indique que le ministre Santé a informé des différentes mesures déjà prises ou en cours de mise en œuvre pour accroître et améliorer les dispositifs de prise en charge des malades à la CHR Lomé-Commune, dans les deux CHU de Lomé, la construction en cours de neuf entités de prise en charge des malades, le renforcement des ressources humaines.

Dans le domaine de l'éducation

En vue d'apaiser la tension dans le secteur de l'éducation, il est mentionné par le gouvernement, la proclamation dans les prochains jours des résultats du dernier concours de recrutement de fonctionnaires enseignants et de conseillers d'orientation, afin de permettre l'imprégnation et la formation sommaire des admissibles avant leur affectation et déploiement.

D'autres mesures, notamment le démarrage, dès cette semaine dans les agences de la CNSS, de la seconde phase du remboursement des prélèvements opérés sur les émoluments des enseignants auxiliaires avant leur reversement dans le cadre des fonctionnaires

de l'enseignement, la nécessité d'examiner et d'opérationnaliser toute mesure relative aux primes ou aux revalorisations salariales de manière plus globale, à l'issue de la refonte du statut général de la fonction publique pour régler la question des primes spéciales, et la poursuite du dialogue qui sera assurée avec les acteurs du secteur de l'éducation afin d'examiner toutes les autres questions pendantes en vue d'y rechercher des solutions idoines.

Par rapport aux autres préoccupations exprimées par les organisations syndicales des travailleurs, le gouvernement a décidé, sur la base d'une étude actuarielle, de la mise en place, à compter du premier janvier 2020, d'un nouveau système d'allocation de départ à la retraite pour les fonctionnaires, équivalent à trois mois de salaire. En outre, pour les fonctionnaires admis à la retraite pendant la période de suspension des dispositions de la loi n°91-11 du 23 mai 1991, un geste exceptionnel sera fait en leur faveur.

Concomitamment à cette mesure, la réforme de la Caisse de Retraites du Togo (CRT) sera poursuivie et accélérée. A cet effet, une base de données intégrée et centralisée reliant les ministères chargés des finances et de la fonction publique et la CRT sera développée afin de simplifier et de réduire considérablement les formalités et les délais de

jouissance des pensions de retraites des fonctionnaires.

Ces mesures interviennent au moment où s'accélère le chantier de construction des maisons des retraités à Lomé et à Kara, avec l'implication active des associations concernées.

Enfin, la redynamisation du dialogue social connaîtra une accélération et se traduira, entre autres, par la rénovation du CNDS, l'assainissement du paysage syndical sur la base de l'application effective des dispositions pertinentes du nouveau code du travail, l'accroissement de l'aide de l'Etat en faveur de l'éducation ouvrière, de la formation et du renforcement des capacités des organisations professionnelles de syndicats.

Face aux importants efforts et moyens mis en œuvre, l'Exécutif saisit l'occasion de la présente session spéciale du CNDS pour déplorer l'absentéisme, le manque d'assiduité et la faible qualité de l'accueil et des services que l'on observe, notamment dans les hôpitaux et centres de santé.

Il déplore également les agissements et comportements indelicats constatés de la part de certains enseignants et personnels d'encadrement, qui traduisent le non-respect de la déontologie et des règles éthiques.

Devant cette situation, le gouvernement demande instamment à tous les fonctionnaires et agents de l'Etat, à tous les niveaux de responsabilité, de faire preuve de plus d'engagement, de rigueur et de dévouement pour répondre aux attentes des usagers.

TRANSPORT ROUTIER / NATIONALE N°1

Danger sur 3 axes

En cette période de pluie, la ministre des Travaux Publics, Zouréhatou Tchakondo et son collègue ministre des Transports Routiers, Aériens et Ferroviaires, Affoh Atcha-Dedji invitent les usagers de la Route Nationale N°1 à la prudence.

Suite aux abondantes pluies enregistrées ces derniers jours, certaines voies sur la nationale N°1 sont dégradées,

entraînant un rétrécissement de la chaussée. Il s'agit de l'érosion des accotements et de l'effondrement d'une partie



des buses installées sous la chaussée. Il est apparu trois

points critiques notamment à Kpélé, situé à 93 km de Lomé, à Notsè et à la sortie nord de Wahala sur la nationale N°1. Dans un communiqué en date du 06 septembre 2021, la ministre des Travaux Publics, Zouréhatou Tchakondo et son collègue ministre des transports routiers, aériens et ferroviaires, Affoh Atcha-

Dedji exhorte les usagers de la nationale N°1 à la prudence et au respect de la signalisation circonstancielle.

Par ailleurs, les ministres rassurent les usagers de la nationale N°1 en les informant des travaux de remise en état qui sont en cours.

Etonam TAMELOKPO

QATAR 2022

Le trophée FIFA présenté à Lomé

Le trophée de la Coupe du Monde a été présenté à l'hôtel 2 Février le mercredi 1^{er} septembre 2021. Le trophée mondial a été présenté au public grâce à New World TV qui a acquis les droits de retransmissions radio et télé des compétitions FIFA pour trois ans dans les pays francophones de l'Afrique subsaharienne.

C'est dans une ambiance festive que le trophée de la Coupe du Monde FIFA Qatar 2022 a été présenté au public sportif togolais. Étaient présents à cet événement, la ministre des Sports et des Loisirs, Dr. Lidi Bessi-Kama, les responsables de la FIFA, et les anciennes gloires du football mondial.

La présence de ce trophée à Lomé s'inscrit dans le cadre du contrat qu'a signé la télévision New World avec l'instance faitière du football mondial (FIFA), le 26 avril 2021. Ce contrat accorde les droits de diffusion exclusive des compétitions de la FIFA de 2021-2023 dans la zone subsaharienne.



Pour New World TV, c'est un pas de géant dans le secteur de l'audiovisuel dans la zone subsaharienne qui permettra à la télé de gagner des parts de marchés. « L'acquisition

des droits de diffusion est une victoire pour notre pays qui ne ménage pas ses efforts pour offrir au peuple togolais les infrastructures et les moyens pour l'épanouissement du sport. Cette opportunité permettra à la chaîne de gagner des parts de marché nécessaire à son développement », a affirmé Nimonka Kolani, le Directeur Général de New World TV. Le trophée a été dévoilé aux invités par l'ex-capitaine des Eperviers du Togo, Sheyi Emmanuel Adebayor, qui avait à ses côtés, la Miss Togo 2019, Aïda Yombo. Après avoir adressé toutes

ses félicitations à New World TV, la ministre Sports et des Loisirs prie que la présence de ce trophée vienne changer le visage sportif notamment du football togolais. « Il s'agit d'un message providentiel fort, servant de ferment ou de catalyseur pour le renouveau du football togolais », a affirmé Dr Lidi-Bessi Kama.

New World TV est un groupe de 11 chaînes diffusées en direct par satellite et en IPTV, distribué dans le monde entier par satellites et IP.

■ **Etonam TAMELOKPO**

FMI AU TOGO

Maximilien Kaffo Melou : nouveau Représentant Résident

En mission au Togo depuis septembre 2017, le Burkinabè Jules Sampawendé Tapsoba, a laissé sa place au Camerounais Maximilien Kaffo Melou, à la représentation du Fonds Monétaire International (FMI). Le Camerounais a été nommé en milieu de semaine dernière.

■ **Isidore AYEKO**

Maximilien Kaffo est le nouveau Représentant Résident du Fonds monétaire international (FMI) au Togo. Il succède ainsi au Burkinabè Jules Sampawendé Tapsoba, en fin de mission. Le Docteur Sampawendé Jules Tapsobaest titulaire d'un PhD en Économie obtenu en 2009 à l'Université de Clermont Ferrand en France et a intégré depuis 2010, le Fonds Monétaire International.

Maximilien Kaffo Melou, le nouveau visage du

FMI au Togo, est devenu fonctionnaire de l'institution financière en 2014, en tant que consultant, après avoir travaillé dans son pays comme économiste au ministère de l'Économie. Canadien d'origine camerounaise, Maximilien Kaffo Melou a exercé dans différents pays pour le FMI et en tant qu'économiste à Washington DC, siège de l'institution, à Saint-Marin, en République du Congo, et au Burundi.

Diplômé des Universités de



Yaoundé 1 au Cameroun, de Montréal au Canada et de l'École nationale supérieure de Statistiques et d'économie appliquée de Côte d'Ivoire, Maximilien Kaffo Melou, aura pour première mission au Togo, la participation aux discussions dans le cadre de la finalisation des accords sur un nouvel accord FEC (Facilité élargie de crédits). Le Togo avait bénéficié lors du premier programme sur la période

2018- 2020, d'un financement d'environ 245 millions de dollars. La nomination de Maximilien Kaffo Melou coïncide avec l'annonce d'une allocation de droits de tirage spéciaux (DTS) dont le Togo est bénéficiaire à hauteur de 110 milliards FCFA.

En juin dernier, le Togo et le FMI avaient échangé sur les mesures visant à soutenir la riposte en cours face à la pandémie de Covid-19, les efforts entrant dans le cadre du renforcement de la reprise économique naissante, de la nécessité de réformes pouvant être exploitées pour favoriser une croissance inclusive et durable tirée par le secteur privé, et de l'amélioration des résultats de développement à moyen terme. Le Togo a été sélectionné aux côtés de 13 autres pays africains,

sur la base de leur plan de relance post Covid-19, pour bénéficier des nouveaux droits de tirage spéciaux (DTS). Ce financement pour l'Afrique est évalué à 33 milliards de dollars.

Regroupant 190 pays, le Fonds monétaire international est une institution internationale dont le but est de promouvoir la coopération monétaire internationale, garantir la stabilité financière, faciliter les échanges internationaux, contribuer à un niveau élevé d'emploi, à la stabilité économique et faire reculer la pauvreté. Il a pour fonction d'assurer la stabilité du système monétaire international (SMI) et la gestion des crises monétaires et financières.

BANQUE

78 597 comptes bancaires ont été ouverts en 2020

En 2020, les comptes bancaires ont augmenté au Togo. Au-delà de 78 597 comptes ouverts de plus qu'en 2019, avec un taux de bancarisation de 7%. Ce sont les chiffres avancés par la Commission bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).

■ **Isidore AYEKO**

16 structures, soit 13 banques et 03 établissements de microfinance détiennent ces comptes. Selon les statistiques, les citoyens détenteurs de comptes bancaires dans les établissements financiers au Togo sont estimés à 1 178 587 contre 1 099 990, une année plus tôt, soit 78 597 de plus. La bancarisation est un processus des banques qui permet

aux populations (personnes physiques et morales) d'ouvrir des comptes dans les structures pour sécuriser leurs fonds. Un système qui répond à un double objectif : celui des banques de se procurer de ressources indispensables au développement de leur activité crédit et celui des autorités publiques et monétaires qui est celui de contrôler la



création de monnaie et les différents flux monétaires.

Avec un taux de bancarisation de 7%, le Togo apparaît comme le leader dans la sous-région (UEMOA), les chiffres au niveau régional restent satisfaisants. Les

comptes de particuliers ont augmenté, quant à eux, de 12,7% et ceux détenus par les personnes morales, de 20,9%. Cette hausse de bancarisation qui démontre les efforts du Togo dans le domaine de la digitalisation des services publics, de l'inclusion financière ou encore du mobile money, s'est maintenue notamment sur les cinq dernières années.

Le rapport de la Commission bancaire de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA), révèle qu'en 2016, on ne dénombrait que quelques 950 000 détenteurs de comptes bancaires.

Au sein de l'UEMOA, le nombre de comptes bancaires a augmenté de 13,2% pour s'établir à 15,4 millions à fin 2020 contre 13,6 millions en 2019. D'après des statistiques des années 2018 et 2019 de la BCEAO, publiées respectivement en 2019 et 2020, le Togo affichait déjà le taux de bancarisation le plus élevé de l'espace UEMOA.

En 2018, le nombre des comptes bancaires dans la sous-région étaient de 12,5 millions, 11, 4 millions en 2017 et 10,1 millions en 2016.

TOGO

Hausse des IDE et des investissements publics

En 2020, le Togo a enregistré une hausse significative des investissements publics en dépit du choc d'une intensité exceptionnelle provoqué par la crise sanitaire. L'agence Ecofin précise que les dépenses d'investissements publics dans le PIB ont atteint 444 milliards FCFA, soit 48% des recettes budgétaires. Le Togo obtient ainsi le quatrième meilleur résultat des économies de l'espace UEMOA.

La politique de gouvernance destinée à stimuler l'investissement et à améliorer le climat des affaires mise en place sous l'impulsion du chef de l'Etat, S.E.M Faure Essozimna Gnassingbé, a également entraîné une augmentation des investissements directs étrangers de 85%, s'établissant en 2020 à 352 milliards FCFA, selon la CNUCED. Cette performance fait du Togo le Top performer africain et la destination privilégiée des investissements directs étrangers.

Meilleur réformateur du climat des affaires en Afrique, le Togo place le secteur privé au cœur de son développement.

En 2020, des investissements structurants ont été réalisés sous forme de partenariats public-privé dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale 2020-2025, l'inauguration de la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA) en est une illustration concrète. Dédié à la transformation des ressources naturelles du Togo et aux exportations agricoles, cet écosystème intégré réparti sur 400 hectares est le fruit d'un partenariat avec le

Groupe singapourien Arise et constituera un élément catalyseur visant à soutenir la croissance économique et l'intégration régionale. L'inauguration de PIA a été précédée par celle de la centrale électrique de Kékéli, à Lomé-Port, fruit, là aussi, d'une démarche partenariale.

Opéré par le groupe Eranove, cet autre grand projet structurant va permettre d'augmenter de 50% la capacité de production électrique du pays ainsi que l'électrification de plus de 250 000 foyers (1,5 million de personnes). Cofinancée par le Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement (ADFD), la plus grande centrale solaire d'Afrique de l'Ouest a été mise en service à Blitta le 22 juin. Enfin, plus récemment, l'Etat togolais a cédé une partie de ses actions au sein d'établissements bancaires de premier plan parmi lesquels la Banque togolaise pour le commerce et l'industrie (BTCI) à l'investisseur burkinabé IB Holding.

La dynamique de promotion des investissements menée par le Président de la République Togolaise est portée par un dispositif performant,



composé notamment de deux portails dédiés à l'investissement inaugurés le 9 août dernier par la Ministre chargée de la Promotion de l'Investissement, Mme Rose Kayi Mivedor et par le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale, M. Kodjo Sevon-Tepe Adedze.

Intégralement dédié à l'investissement, le portail « Investir au Togo » (www.investirauto.go.tg) vise à accompagner les investisseurs étrangers désireux de s'implanter au Togo et à faciliter leur installation dans le pays. Le site web de l'Agence de promotion des investissements et de la Zone franche (www.apizf.tg) présente par ailleurs les différents régimes économiques qui s'offrent aux investisseurs et les conditions

d'éligibilité à la zone franche.

Ces outils innovants s'inscrivent dans le processus de digitalisation et d'allègement des procédures administratives liées à l'investissement privé. « L'environnement des affaires est propice au Togo. C'est un pays sécurisé, agile, facile et innovateur. Ces projets que nous avons accueillis témoignent de l'attractivité du pays et vont permettre de mettre en place un écosystème avec une diversité de participants présents sur l'ensemble de la chaîne de valeur pour pouvoir renouer avec la croissance » a déclaré Mme Rose Kayi Mivedor, Ministre chargée de la Promotion de l'Investissement. Lors du séminaire gouvernemental de Kara sur l'évaluation et la mise en œuvre des 42 projets et réformes de la feuille de route Togo 2025, présidé par le Chef de l'Etat SEM Faure

Essozimna Gnassingbé, ce dernier a exhorté les ministres à redoubler de mobilisation pour atteindre les objectifs de développement économique et social fixés.

Le Gouvernement togolais est fermement engagé au plus haut sommet de l'Etat pour attirer les investisseurs étrangers. Afin de concrétiser ces ambitions, le Togo accueillera du 5 au 7 octobre les Rencontres Africa de Lomé. Il s'agit de la plus importante convention d'affaires entre dirigeants français et chefs d'entreprises africains. Lors de ces deux jours de rencontre, les personnalités les plus actives du monde politique et économique échangeront sur les défis sectoriels et sur les opportunités d'investissements au Togo.

UEMOA

Légère hausse des soumissions sur le guichet des adjudications de la BCEAO

Le montant moyen des soumissions sur le guichet hebdomadaire des adjudications de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a connu une légère hausse de 2% au mois de juillet 2021 comparé au mois précédent, selon les données établies par cet institut d'émission basé à Dakar.

Ces soumissions se sont fixées à 3.411,8 milliards de FCFA contre 3.344,9 milliards de FCFA en juin 2021 et 3.457,5 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une hausse de 2,00% sur un mois et une baisse de 1,32% sur un an.

Selon Financial Afrik, la BCEAO signale que les adjudications sont effectuées depuis le 31 mars 2020 à taux

fixe, à savoir le taux d'intérêt minimum de soumission aux appels d'offres, qui a été réduit de 2,50% à 2,0% à compter du 24 juin 2020.

Au titre du marché interbancaire, le volume moyen hebdomadaire des opérations, toutes maturités confondues, s'est établi à 461,9 milliards de FCFA en juillet 2021, en repli de 6% par



rapport au mois précédent. Le taux moyen pondéré est ressorti à 2,67% au cours du mois sous revue contre 2,59% le mois précédent et 3,01% en juillet 2020. Par rapport au compartiment à une semaine, les données de

la BCEAO indiquent que le volume moyen des opérations est passé de 332,7 milliards de FCFA en juin 2021 à 293,1 milliards de FCFA en juillet 2021. Le taux d'intérêt moyen est ressorti à 2,48% en juillet 2021 contre 2,33% en juin

2021.

Concernant les conditions de banque, les résultats de l'enquête de la BCEAO révèlent une stabilité des taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois de juillet 2021 par rapport au mois précédent. « Hors charges et taxes, le taux débiteur dans l'Union est ressorti à 6,21% au cours du mois sous revue », soulignent les services de l'institut d'émission.

Quant aux taux d'intérêt créditeurs des dépôts à terme, ils se sont établis à 5,23% en juillet 2021 contre 5,37% le mois précédent.

GUINÉE

Plusieurs dizaines d'opposants libérés

Un premier groupe de plusieurs dizaines d'opposants au président guinéen déchu Alpha Condé, détenus à la prison civile de Conakry, a été libéré hier en début de soirée. Parmi eux : Abdoulaye Bah (UFDG), Etienne Soropogui (Valeurs Communes), Ismaël Condé (maire adjoint de Matam), Kéamou Bogolan Haba (porte-parole de l'Anad, alliance d'une cinquantaine de partis politiques qui soutiennent l'opposant Cellou Dalein Diallo), ou encore Foniké Mengué, sorti lui de l'hôpital.

Après le rendez-vous manqué de lundi, celui de mardi fut le bon. En début de soirée, Abdoulaye Bah, de l'UFDG, et ses compagnons d'infortune franchissent un à un le portail de la prison civile de Conakry. « Nous sommes libres aujourd'hui, la liberté n'a pas de prix, c'est une nouvelle naissance quand on quitte la prison. C'est une joie d'être parmi les siens, j'estime que c'est une épreuve dans ma vie, et par conséquent je n'ai de haine contre personne », confie Abdoulaye Bah à RFI. Bogolan Keamou Haba est le porte-parole de l'Alliance nationale pour l'alternance et la démocratie

(Anad), une organisation d'une cinquantaine de partis politiques, de la société civile et d'ONG qui soutiennent l'ancien premier et leader du principal parti d'opposition au régime de l'ex-président d'Alpha Condé. C'est l'un des premiers prisonniers à avoir été libéré hier soir. Il se confie à son tour.

Foniké Mengué acclamé

Tout cela s'est déroulé sous la supervision des colonels Balla Samoura et Moussa Tiègboro Camara, tous deux membres de la nouvelle junte.

Foniké Mengué, figure du FNDC (Front national pour



la défense de la Constitution) est également libre depuis hier soir. Il était derrière les barreaux depuis un an. La libération du militant a provoqué des explosions de joie dans les rues de la capitale. Contrairement aux autres prisonniers politiques, c'est de l'hôpital Ignace Deen, où il était hospitalisé depuis un mois, qu'Oumar Sylla alias Foniké Mengué a retrouvé sa liberté, en début de soirée. Les partisans du Front national pour la défense de la Constitution acclament leur héros, avant qu'il ne s'engouffre rapidement dans un véhicule. À travers le toit

ouvrant, le militant salue une foule débordant d'allégresse qui ne cesse de s'accumuler autour du 4x4 pris dans un interminable cortège de motos.

Il faudra deux heures pour rejoindre le carrefour de Bambéto, lieu symbolique de la contestation contre le président déchu Alpha Condé. Derrière ses célèbres lunettes noires, le drapeau guinéen sur les épaules, Foniké Mengué harangue ses supporters réunis par milliers : « Notre combat contre le troisième mandat a abouti ! out ce temps que j'ai fait en

prison, je n'ai jamais douté de notre victoire. C'est vrai que la prison est difficile. Mais je suis resté moi-même parce que vous, peuple de Guinée, vous ne m'avez pas abandonné. Cette victoire est notre victoire : soyons-en fiers ! »

Le militant du FNDC appelle à une marche pacifique en hommage aux martyrs samedi prochain, en collaboration avec les partis d'opposition. Tout en précisant qu'elle accompagne le processus de transition aux côtés des putschistes du CNRD.

Les avocats des détenus affirmaient hier qu'une liste de 79 personnes libérables avait été approuvée après des consultations entre eux, les nouvelles autorités et l'administration pénitentiaire.

(Source : RFI)

MALI

La CEDEAO s'inquiète pour la tenue des élections en février

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a terminé, mardi 7 septembre, une mission visant à évaluer l'avancée du processus de transition au Mali. Au terme de son séjour, la mission a exprimé sa préoccupation concernant la tenue des élections présidentielle et législatives.

Ce double scrutin doit en principe se tenir en février prochain. Il est censé marquer la fin d'une période de transition de 18 mois au Mali et un retour à l'ordre constitutionnel. Mais alors que de nombreuses voix s'élèvent pour émettre des doutes sur la

possibilité de tenir ce délai, la mission de la Cédéao, conduite par l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan, exprime sa préoccupation.

« Insuffisance d'actions concrètes »

« La mission reste préoccupée



par l'insuffisance d'actions concrètes dans la préparation effective du processus électoral, souligne le général Francis Béhanzin, commissaire paix et

sécurité de la Cédéao au micro de Lamissa Sangaré. La mission a rappelé l'importance du respect de la date des élections annoncée afin de montrer la crédibilité du processus de transition. Elle a encouragé le gouvernement de transition à présenter rapidement un chronogramme détaillant le calendrier, les réformes et actions prioritaires qu'il est urgent d'entreprendre pour la tenue des élections présidentielle et législatives ».

Préparation de la liste électorale

Parmi ces actions considérées comme prioritaires, la CEDEAO cite notamment la préparation de la liste électorale et le choix du ou des organes devant conduire ces élections. La mission demande aussi aux acteurs socio-politiques maliens de travailler ensemble, dans cette période de transition pour garantir la réussite du processus.

(Source : RFI)

SANTÉ PUBLIQUE

La lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme en fort recul

La pandémie de Covid-19 impacte la lutte contre les autres maladies. Nouvelle illustration avec la publication ce mercredi 8 septembre du rapport annuel du Fonds mondial contre le VIH, le paludisme et la tuberculose. Le constat est sans appel : le Covid-19 a eu un « impact dévastateur » sur les programmes de prévention des autres épidémies.

Comment lutter contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose en pleine pandémie de Covid-19 ? On

tente simplement de limiter la casse. L'an dernier, pour la première fois depuis vingt ans, la plupart des indicateurs de

suivi ont régressé. Les chiffres de 2020 « confirment ce que nous redoutions au moment où le Covid-19 est apparu », a résumé Peter Sands, directeur exécutif du Fonds, cité dans le rapport. « L'impact du Covid-19 a été dévastateur. Pour la première fois de notre histoire, nos principaux indicateurs sont en recul ».

Par exemple, en 2020, le nombre de personnes

traitées pour une tuberculose résistante aux médicaments a baissé de 19%.

Dans les pays où le Fonds mondial investit, quelque 4,7 millions de personnes atteintes par la maladie ont reçu un traitement, soit environ un million de moins qu'en 2019. À Dakar, Serge Yotta, directeur du plaidoyer chez Coalition Plus, explique : « Les restrictions des déplacements ont

eu un impact significatif parce que nos centres de santé sexuels ont connu une fréquentation très réduite et c'est ce qui a limité l'accès à des services de prévention de base. »

À l'échelle mondiale, le dépistage a diminué de 22% l'an dernier.

DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE

Yawa Tsègan en Autriche

La présidente de l'Assemblée Nationale togolaise, Yawa Tsègan, a participé ce lundi 06 septembre 2021, au 13^{ème} sommet des présidentes des parlements, avec l'appui des Nations Unies, de l'Union Interparlementaire (UIP) et du parlement autrichien, à Vienne en Autriche. Un sommet qui a précédé la 5^{ème} conférence mondiale des présidents des parlements qui a débuté ce mercredi 08 septembre 2021.



Isidore AYEKO

« Les femmes au cœur de l'action : de la lutte contre la pandémie à la sauvegarde des acquis durant une reprise tenant compte de la dimension de genre » C'est le thème principal sur lequel est axée cette session des présidentes des parlements. Venues des parlements membres de l'Union Interparlementaire (UIP), les différentes délégations ont travaillé de concert avec les experts des Nations Unies pour de meilleures conclusions.

Lors de cette auguste session, les premières responsables des parlements du monde ont partagé les expériences de leurs divers pays. Une occasion d'offrir aux femmes aux postes décisionnels les plus élevés du parlement, un forum régulier pour échanger sur les idées et expériences en rapport avec leurs programmes nationaux et internationaux. Les experts et communicateurs ont attiré l'attention des uns et des autres, au cours de ce 13^{ème} sommet, sur des différentes

thématiques comme le renforcement du dialogue interparlementaire, le rôle des femmes parlementaires dans le développement de ces relations, l'importance d'assurer l'équité de genre dans la société ainsi qu'au sein des organes législatifs et d'encourager les filles à s'intéresser à la politique.

En outre, il a été relevé le rôle important que jouent les parlements dans la lutte contre la Covid-19 et la résilience des populations. Des appels ont été lancés à l'endroit de ces femmes qui doivent faire plus en vue d'un meilleur

rétablissement de la vie socio-économique post Covid.

Enfin, cette rencontre a permis d'identifier les voies et moyens de préserver et de consolider les réalisations des femmes et de poursuivre les progrès dans un programme de relèvement sensible au genre, en ne laissant aucune femme et fille de côté.

La 5^{ème} conférence mondiale des présidents de parlement

La plus importante réunion des représentations parlementaires dans le monde se tient les 8 et 9 septembre 2021 dans la capitale autrichienne, à l'issue du 13^{ème} sommet des présidentes des parlements. Modératrice de ladite conférence, Yawa Tsègan y prend une part active. De plus, la présidente de la représentation nationale togolaise est désignée par

l'instance des Nations Unies pour présenter le rapport général en plénière de cette conférence qui a pour thème : « l'ouverture, la transparence et l'accessibilité des parlements face au défi sécuritaire : comment trouver le bon équilibre ? »

A travers la diplomatie parlementaire, à ce grand rendez-vous mondial, le Togo va présenter les multiples avancées enregistrées ces dernières années grâce à la vision pragmatique du Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, sur le plan de la reprise post-pandémie, de l'équité de genre et du leadership féminin, ainsi que la contribution de l'assemblée nationale au renforcement du multilatéralisme.

SANTÉ

Des églises plaident pour la vaccination

Dans un message conjoint signé par leurs responsables respectifs, les Eglises presbytérienne et méthodiste du Togo ont appelé leurs fidèles à respecter les mesures barrières contre le Covid-19 et à se faire vacciner.

Quelques jours après l'archevêque de Lomé, Mgr Nicodème Barrigah-Bénissan, qui a appelé les Togolais à se faire vacciner, deux autres responsables religieux togolais chrétiens ont plaidé en faveur de la vaccination, note « La Croix Africa », le site de l'actualité religieuse. Il s'agit du révérend Daniel Mawussi Akotia, modérateur de l'Église presbytérienne du Togo (EPT), et du révérend Godson Dogbeda Teyi

Lawson Kpavuvu, président de l'Église méthodiste du Togo. « Nous sommes toujours résolument convaincus que dans le contexte de la Covid-19 et dans notre contexte actuel au Togo, la meilleure façon d'être solidaire, d'aimer le Dieu créateur et d'aimer son prochain est de nous faire vacciner », écrivent-ils dans un message pastoral daté du 3 septembre, insistant également sur le respect des gestes barrières pour endiguer l'épidémie de



Covid-19. Dans une note circulaire datée du 16 août, l'archevêque métropolitain de Lomé, Mgr Nicodème Barrigah-Bénissan, appelait à la vigilance et au respect des mesures de lutte contre la pandémie de Covid-19. « Au regard de cette situation, je viens lancer un appel pressant à tous et à chacun, individuellement et collectivement, à ne pas

baisser la garde car il est observé actuellement un relâchement dans le respect des gestes barrières », écrivait-il. La campagne nationale de vaccination contre le Covid-19 a été lancée par le gouvernement togolais le 10 mars, avec le vaccin Astra Zeneca. Au début de cette campagne, le clergé catholique des sept diocèses du pays a été sensibilisé à travers des rencontres d'information et d'échanges. Outre Astra Zeneca, d'autres vaccins sont réceptionnés et sont en cours d'administration à la population dans les différentes régions, notamment : Pfizer, Johnson & Johnson, Sinovac.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus de 30 000 soignants sur 33 090 sont vaccinés contre le Covid-19, soit plus de 90 % du personnel de la santé. Toutefois, la couverture vaccinale nationale reste un défi énorme à relever.

LA COVID-19 ET SES RAVAGES

Décès d'Amobé Mévégué

France Médias Monde a la douleur d'annoncer la disparition brutale d'Amobé Mévégué, mort à l'âge de 53 ans d'une maladie soudaine. Journaliste spécialisé pour France 24 depuis plus de 11 ans, Amobé Mévégué était une figure de référence dans les domaines de la culture et la musique africaine. Il est aussi le fondateur de la chaîne UBIZNEWS TV.



Le journaliste et producteur radio Amobé Mévégué, figure du monde de la culture africaine, nous a quitté. France 24 a appris avec une profonde tristesse sa disparition soudaine le 8 septembre 2021.

Présentateur depuis 2010 sur France 24 de l'émission culturelle « À l'Affiche ! » et chroniqueur musical, Amobé Mévégué avait également présenté l'émission « Plein Sud » sur RFI, où il était

resté très proche des équipes. Il avait aussi collaboré avec TV5 Monde, MCM Africa, France Ô et fondé la chaîne panafricaine Ubiznews-tv-OM5. À France 24 comme à RFI, Amobé Mévégué, citoyen

voyageur des deux continents, a toujours su créer des ponts entre les cultures européennes et africaines. Il était un visage et une voix plébiscités par les téléspectateurs et les auditeurs des chaînes de France Médias Monde qui lui rendent hommage sur les antennes dès aujourd'hui. France Médias Monde s'associe pleinement à la douleur de sa famille, son épouse Coumba, ses deux enfants, et de ses proches, ainsi qu'à toutes celles et ceux qui l'ont connu.

LA NOUVELLE TRIBUNE

Révisé No 0546/31/05/16/
HAAC

Djidjole - Batomé, von après
Maison Suzanne AHO, en face
de l'église EAC-TOGO
Tél : 90 03 83 30 / 98 01 82 02
www.lanouvelletribune.net

Directeur de la Publication
Elom K. ATTISSOGBE
Tél : (+228) 91 90 48 04 /
98 01 82 02

Rédacteur en chef
Nicolas EDORH

Rédaction
Elom ATTISSOGBE
Nicolas EDORH
Béatrice AGBODJINOU
Isidore AYEKO

Infographie
La Nouvelle Tribune

Impression
SDR

Tirage
1000 exemplaires



* Offre soumise à conditions

PRÊT SCOLAIRE

LA RENTRÉE AVEC LE SOURIRE

DU 1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2021



La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

